

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UDR-18-SSDAS-221-JI		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société FERINOX ZI Zone portuaire 69560 ST-ROMAIN-EN-GAL	S3IC 61-3771 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : tri, transit, regroupement et traitement de déchets de métaux		
Date du contrôle : 14 novembre 2018		
Inspecteur : Julien INART		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thèmes du contrôle	• eau • air • prévention des risques • déchets	
Principale installation contrôlée : ensemble du site		
Référentiels du contrôle :		
• arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1996 • arrêtés préfectoraux complémentaires des 2 octobre 2008 et 25 novembre 2014 • arrêté ministériel du 29 février 2012		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
Monsieur GAUTIER Monsieur NAUD	FERINOX	Directeur du site Ingénieur Qualité
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule SSDAS <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Présentation de l'établissement et contexte

La société FERINOX exerce une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets de métaux. Les opérations réalisées sur les déchets réceptionnés, essentiellement des aciers inoxydables et alliés, consistent, si besoin, à redimensionner (oxycoupage, cisailage) et nettoyer par grenaillage certaines pièces. L'établissement dispose également d'une ligne de traitement de copeaux métalliques consistant en un dégraissage par savon alcalin suivi d'un passage dans un four pour évaporer tout résidu (savon, huile) à la surface des copeaux. Après tri et traitement éventuel, les déchets sont réexpédiés en lots de matières homogènes vers les aciéries, fonderies ou autres usines métallurgiques. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux des 2 octobre 2008 et 25 novembre 2014.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

II.1 – Suites données à la précédente inspection

L'ensemble des écarts et observations soulevés lors de la précédente inspection avaient fait l'objet de réponses satisfaisantes de la part de l'exploitant.

II.2 – Thèmes

• Air

L'établissement comporte 2 points de rejets d'effluents atmosphériques correspondant aux exutoires de la cabine de découpe par lance thermique et de la ligne de dégraissage des copeaux métalliques. Les effluents issus de la cabine de découpe font l'objet d'un dépoussiérage par l'intermédiaire d'un filtre à manches et ceux issus de la ligne de dégraissage transitent par un oxydateur thermique (traitement des COV) et un filtre à manches avant rejets. L'exploitant a indiqué que des mesures étaient effectuées annuellement sur les 2 points de rejet, et a présenté lors de l'inspection les résultats des dernières mesures réalisées le 23 novembre 2017, qui concluaient à la conformité des rejets aux regards des valeurs limites d'émission fixées.

Constat n°1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 3 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996 complété par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2014	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Eau

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan à jour des réseaux de collecte des effluents aqueux. Les eaux pluviales de toiture sont collectées séparément et sont rejetées directement dans le Rhône. Les eaux pluviales de ruissellement des aires extérieures sont collectées et dirigées vers un bassin de rétention, et sont ensuite rejetées dans le Rhône après passage dans un débourbeur-déshuileur. Le site dispose également d'un deuxième débourbeur-déshuileur situé au niveau de

l'aire de distribution de gazole non-routier (GNR) pour les engins. Le bassin de rétention est régulièrement nettoyé et les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'un curage 2 fois par an. Le bordereau de suivi de déchets (BSD) du dernier curage a été consulté et était correctement rempli. Les eaux pluviales de ruissellement font l'objet de contrôles annuels, les derniers résultats présentés par l'exploitant lors de l'inspection concluant au respect des valeurs limites d'émission fixées.

L'alimentation en eau du site est équipée d'un disconnecteur permettant d'éviter tout retour d'eaux industrielles dans le réseau communal. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un contrat de maintenance et de contrôle périodiques avait été récemment signé avec une société extérieure, la première visite étant programmée fin novembre 2018 d'après le document fourni.

<u>Constat n°2</u>		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 4-2-1, 4-2-2, 4-4-3 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996 et annexe 1 modifiée par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2014	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

Le rejet des eaux pluviales de ruissellement est équipé d'un ballon obturateur à commande pneumatique manuelle dont le bon fonctionnement est vérifié annuellement. Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de la dernière intervention qui s'est déroulée le 16 mars 2018, dans lequel il était indiqué que le matériel était en état de fonctionnement et était conforme aux spécifications techniques. Concernant les eaux pluviales de toiture, qui sont rejetées directement dans le Rhône, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il envisageait d'équiper également le point de rejet de ces eaux avec un obturateur automatique.

<u>Constat n°3</u>		
L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la date prévue pour l'installation d'un obturateur automatique sur le rejet des eaux pluviales de toiture		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 4-1-2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996	/
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Conditions de stockage des déchets

Lors de l'inspection, il a été constaté que les aires de stockage de déchets de métaux étaient effectuées sur un sol en béton, avec la délimitation de différentes zones de travail en fonction des caractéristiques des métaux. L'état de propreté du site était satisfaisant lors de l'inspection.

Constat n°4		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 5-3-1 et 7-1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Prévention des risques

Les matériels de lutte contre l'incendie et les installations électriques font l'objet de vérifications annuelles. D'après les documents présentés par l'exploitant, les extincteurs, RIA et poteaux incendie ont été contrôlés pour la dernière fois le 28 mars 2018. Concernant les installations électriques, le rapport relatif à la dernière vérification, qui s'est déroulée le 28 février 2018, mentionne quelques non-conformités. L'exploitant a indiqué que ces non-conformités faisaient l'objet d'action correctives de la part d'un électricien.

Le site est équipé d'un portique de détection de radioactivité pour les camions entrants et d'un autre pour les wagons sortants du site et acheminant les déchets d'aciers vers leurs lieux de valorisation. Un radiamètre portable est également présent. Ces appareils de détection sont testés et contrôlés annuellement par une société extérieure. La dernière visite a eu lieu le 11 juillet 2018 et concluait au bon fonctionnement des appareils. En cas de déclenchement d'un portique de détection, l'exploitant dispose d'une procédure qui définit l'ensemble des actions à mener. Une aire d'isolement étanche et à l'écart des postes de travail permanent est définie et clairement identifiée sur le site.

Constat n°5		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 7-2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Registre déchets

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les registres de déchets entrants et sortants, qui sont réalisés sous format informatique. Il en ressort que les registres contiennent globalement les informations demandées, hormis pour les numéros de récépissé mentionnés à l'article R. 541-53 du code de l'environnement relatif au transport de déchets.

Constat n°6

Il est demandé à l'exploitant de veiller à renseigner systématiquement, dans les registres de déchets entrants et sortants, les numéros de récépissé mentionnés à l'article R. 541-53 du code de l'environnement relatif au transport de déchets.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012	/
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		


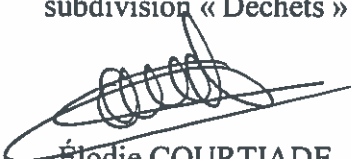
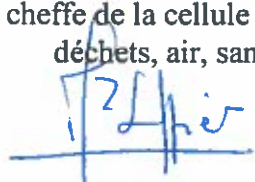
III – Conclusion

Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
le 19 novembre 2018	le 19 novembre 2018	le 19 novembre 2018
L'inspecteur de l'environnement  Julien INART	La responsable de la subdivision « Déchets »  Élodie COURTIADÉ	La cheffe de la cellule sous-sol, déchets, air, santé  Magalie ESCOFFIER